

Zeitschrift: Annales fribourgeoises
Herausgeber: Société d'histoire du canton de Fribourg
Band: 60 (1992-1993)

Artikel: Gonzague de Reynold et l'union catholique d'études internationales
Autor: Trinchan, Philippe
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-817766>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 07.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

GONZAGUE DE REYNOLD ET L'UNION CATHOLIQUE D'ÉTUDES INTERNATIONALES¹

PHILIPPE TRINCHAN

Figure marquante de la culture fribourgeoise, l'intellectuel et écrivain Gonzague de Reynold s'est fortement impliqué dans son époque, dont il est à la fois acteur et reflet. Le présent article dresse le portrait de l'aristocrate de Cressier sur le plan international durant l'Entre-deux-guerres, par l'entremise de son activité dans un groupe d'influence du nom d'Union catholique d'études internationales (UCEI). Après une introduction thématique et un léger cadrage historique, nous saisissons les phases historiques de l'UCEI nécessaires à l'approche de la pensée et de l'action de Reynold.

Reynold se montre très rapidement attiré par l'espace européen. Ses études à Freiburg-in-Breisgau, à Florence et à Paris, ses nombreux voyages de jeunesse lui permettent de découvrir, du nord au sud, le vieux continent. Il y fait la connaissance, en particulier, d'une certaine Europe. Par ses origines, son éducation, sa confession, Reynold dresse le profil de l'Europe catholique, trame qui modèle en partie son intérêt pour le continent après la Première Guerre mondiale et qui, dès les années trente, inspire profondément ses premières publications sur l'Europe. Reynold entame sa carrière internationale en entrant dans la Commission de coopération intellectuelle rattachée à la Société des Nations [CCI(SDN)] en 1922. Il y sera rapporteur général puis vice-président jusqu'en 1945².

Cet article tente de cerner un aspect de la vie internationale de Reynold. J'insisterai moins sur le raisonnement géohistorique du penseur politique³ que sur une époque d'activité de l'intellectuel engagé. L'action se déroule au sein d'une coquille assez

¹Cet article reprend une conférence donnée à l'Association d'histoire du canton de Fribourg le 22 mai 1991, elle-même appuyée sur mon mémoire: *L'Union catholique d'études internationales. Monographie d'un groupe de promotion catholique à la Société des Nations (1917-1939)*, Mémoire de licence, Fribourg 1989.

²Voir Catherine GUANZINI: *Gonzague de Reynold et la reconstruction européenne*. Polycopié, Puidoux, 1987.

³Elle mériterait qu'on s'y arrête plus sérieusement, à l'heure des nouvelles historiographies de l'Europe. Voir Marc FERRO: «Quelle histoire pour l'Europe de la «Maison commune», *Monde diplomatique* janvier 1991, pp. 16-17. Sur l'Europe de Reynold, voir notamment Roland RUFFIEUX: «Gonzague de Reynold: La formation de l'Europe», in *Miroirs de la science*, Fribourg 1990, pp. 154-156.

étroite, celle d'un groupe international de catholiques de l'Entre-deux-guerres intéressés à participer à un «élan d'internationalité» propre à leur époque. Y localiser l'influence de Reynold équivaudrait à refaire la foisonnante histoire de l'UCEI durant ses 19 ans d'existence, dont Reynold est officiellement le président dès 1926, mais dans les faits un acteur de premier ordre dès 1923 déjà. Et comment saisir le personnage: dans le partisan? l'intellectuel engagé qui défend ses idées? ou le président qui se doit, par esprit consensuel, de réunir les nombreuses composantes nationales ou politiques qu'expriment les membres du groupe?

L'UCEI: INTERNATIONALITÉ ET CATHOLICITÉ

On peut considérer l'UCEI comme un exemple d'internationalisme chrétien. Mais qui dit internationalité ne dit pas internationalisme. Il ne faut pas lire dans l'activité de ce groupe – et *a fortiori* dans les travaux de Reynold – une sorte de courant utopique de solidarité en faveur de la confection d'une planète unie. Les propos restent en effet terriblement européens; les initiatives se veulent avant tout une politique de présence dans la sphère internationale où l'on désire jouer de son influence, au nom du monde catholique.

L'identité de l'UCEI est à la fois catholique et esdénienne⁴. Il s'agit de comprendre comment fonctionne un groupe qui est d'une part une Organisation internationale catholique (OIC), par son appartenance à la «Chrétienté»: une organisation de solidarité catholique transfrontalière, qui regroupe ou coordonne des catholiques au niveau international. De l'autre, l'UCEI est une Organisation non gouvernementale (ONG), dont le principal objectif est d'influer sur le cours des travaux de la SDN: en clair un groupe de pression. Ces deux identités comportent des différences et des similitudes, se rencontrent mais peuvent aussi se contrarier. Durant l'Entre-deux-guerres en effet, les rapports entre les mondes catholique et esdénien ne se font pas sans heurts. On y voit une méfiance assez forte, voire l'hostilité, à la fois des catholiques et du Saint-Siège devant les initiatives de la SDN.

La SDN naît à Genève en 1920. Elle inaugure une nouvelle forme de diplomatie: l'application à l'échelle universelle du régime parlementaire et du respect du droit dans les relations diplomatiques. Elle règle les conflits internationaux et établit la paix. Pour accomplir cette tâche pour le moins colossale, elle fait respecter les conventions par des sanctions internationales, par un système de sécurité collective. Mais ralliée au

⁴Esdénien est l'adjectif de «SDN».

Traité de Versailles dont elle est l'héritière, la SDN, force internationale sans grands pouvoirs en prise avec les nationalismes exacerbés par la guerre, demeure un lieu de domination des Etats vainqueurs. La SDN, comme l'Eglise d'ailleurs, reflète une certaine Europe.

De son côté, l'Eglise catholique est portée de par son essence à la géopolitique⁵. A cette époque, le Saint-Siège remet à jour sa longue tradition de doctrine internationale (justice, paix et charité dans les relations internationales) et soutient l'idée d'un renforcement de la communauté juridique internationale par la naissance d'une organisation supranationale. Mais cet effort n'est pas suivi d'un réel engagement dans la diplomatie esdénienne. Le Vatican critique les termes du Traité de Versailles qu'il estime trop humiliants pour l'Allemagne et générateurs de revanche. La SDN, fille spirituelle des traités, est observée d'un œil aussi sceptique. En raison aussi d'une identité culturelle: l'idée d'une civilisation à sauvegarder, à exhalter et à défendre s'impose nettement par rapport au soutien, très mitigé, de la culture cosmopolite développée à Genève et dont Rome redoute les inspirations socialistes et maçonniques. Le Vatican perçoit aussi dans la SDN une sorte de complot de laïcisation sur le terrain international, dans lequel il essaie de garder un rôle actif d'arbitre international. L'Eglise catholique étant une société internationale parfaite, la SDN ne fait qu'un double emploi⁶! S'il ne met pas les pieds contre le mur, le Vatican se sent néanmoins marginalisé de cette entreprise – profane – de conciliation des peuples. Les masses catholiques restent, quant à elles, en grande majorité suspectes devant l'œuvre genevoise, figées dans un réflexe d'autoprotection nationale.

Dans ce climat frisquet, l'UCEI sera pionnière, en tant qu'OIC et en tant qu'ONG, réunissant une infime minorité de personnalités simplement intéressées ou dynamisées par les questions internationales, s'essayant à la coordination, voire à la concertation des forces catholiques à l'échelle internationale. Elle essaie de dégager les catholiques de leurs pesanteurs politiques nationales, pour en dégager les pratiques d'un internationalisme chrétien. Elle tente aussi de ménager un espace plus ou moins indépendant aux laïcs face au credo de la diplomatie vaticane. A cet égard, l'UCEI s'inscrit dans la structure cléricale, suivant les discours officiels de l'Eglise, mais s'en démarque aussi, ce qui laisse leur marge de manœuvre à ces laïcs internationaux. Pour l'historien, l'UCEI restera un test dans la définition de la nature et du rôle des OIC, autant du côté de Rome que de Genève, ou aujourd'hui New York ou Paris.

⁵Voir *Le Saint-Siège dans les relations internationales* sous la dir. de Joël-Benoît d'ONORIO, Paris 1989; Marcel MERLE et Christine de MONTCLOS: *L'Eglise catholique et les relations internationales*, Paris 1988.

⁶Voir Marcel MERLE, *op. cit.*, p. 22.

L'UCEI DANS LES RESPIRATIONS DE L'ENTENTE INTERNATIONALE

L'historiographie découpe habituellement la conjoncture internationale de l'Entre-deux-guerres, au fil de ruptures et de continuités, en deux tranches. La première met en évidence le retour à la paix après la guerre civile européenne et les espoirs qu'elle suscite. La deuxième s'interroge sur la perte de confiance envers l'entente internationale, notamment le fort discrédit dont est touchée la SDN dès le début des années trente, et dont le moteur principal est la montée des nationalismes et des totalitarismes. L'histoire de l'UCEI s'inscrit dans la continuité mais elle montre une sensibilité – prévisible mais tout de même assez remarquable – au climat international. On découpera cette histoire en 4 époques: la fondation de l'UCEI (de 1917 à 1923), son adolescence (de 1923 à 1927), sa maturité (de 1927 à 1932), sa vieillesse et sa mort (de 1932 à 1939).

1. La fondation de l'UCEI, de 1917 à 1923, met en scène les efforts de catholiques qui désirent se rencontrer et élaborer ensemble études et actions internationales. Ces premiers membres proviennent principalement de deux milieux, l'un français et l'autre fribourgeois. Leur internationalisme emprunte à la fois au rythme long et court. Pour le long terme, on relèvera ici les initiatives de divers catholiques qui, dès la fin du XIX^e siècle, ressentent le besoin de définir leur conception de l'horizon international dans une Europe des nationalités. Le deuxième paramètre de ce long terme s'exprime bien dans la définition donnée par le Fribourgeois Georges de Montenach, cheville ouvrière de l'UCEI et son premier président, lors de la fondation du groupe en novembre 1920:

«Ce que fut l'Union de Fribourg au point de vue social, nous voulons essayer de le réaliser dans le domaine du droit international, pour faire pénétrer dans la Société des Nations les principes du droit chrétien»⁷.

Mais le président s'inscrit aussi dans un mécanisme d'adaptation des catholiques à l'après-guerre:

«Durant de longues années, des problèmes internationaux se poseront partout et le sens de l'internationalisme deviendra nécessaire à ceux qui voudront, avec quelques succès, travailler à leur solution. Nous allons vivre à une époque d'internationalisme, où, sans se substituer à l'idée de patrie qui nous est sacrée et que nous voulons jalousement sauvegarder, une conception nouvelle de beaucoup de choses s'imposera dans bien des domaines de

⁷Georges de MONTENACH, discours du 12-14 novembre 1920, in *Amitiés catholiques françaises* du 15 décembre 1920.

la pensée et de l'action. Il serait déplorable que les catholiques qui ont, de par leur religion même, le sentiment et la pratique de ce qui est universel, n'en profitent pas pour livrer, en faveur de leurs principes, dans une nouvelle zone de rencontres, des combats qui pourront devenir de grandes victoires»⁸.

Il s'agit donc de trouver, au moment du remodelage de l'Europe de Versailles, les modalités d'un discours et d'une action des catholiques qui se retrouvent en un front commun sur le terrain international. Malgré son esprit de «front catholique», malgré son puissant fédéralisme, Montenach a confiance en la législation internationale, fondement de la cité future, garantie de la paix, espace pour l'épanouissement du droit des gens et de lutte contre les conflits sociaux.

Un autre aspect de ce cadre proche s'exprime bien dans le programme du groupe français⁹ qui désire soutenir les intérêts des catholiques français ou ententophiles à la SDN. Les premiers travaux de l'UCEI, soutenus aussi par la francophilie des membres fribourgeois, souffriront des tares de l'immédiat après-guerre, en ce sens qu'ils reflètent avant tout une politique de soutien d'une SDN conçue comme la garante et la police internationale des traités des vainqueurs.

2. C'est justement cette «UCEI de Versailles» qui est remise en cause dès 1923, début de notre deuxième période. Comment concilier en effet le respect des traités et les aspirations à reconstruire l'Europe des catholiques sortie d'une guerre fratricide? En octobre 1923 l'UCEI, qui souffre de ce dilemme, se remet en cause dans une réunion qui a lieu à Milan. Elle renaît dans une internationalité moins exclusive, «plus catholique». Bientôt, avec l'entrée – précoce – des catholiques allemands dans l'UCEI, «thermomètre» du réchauffement des relations internationales catholiques, on lit les premiers soubresauts de la détente. Optimiste, le groupe se lance alors dans la coordination des forces catholiques sur le plan international. L'UCEI se développe, s'enrichit d'un corps (création de la Commission de coopération intellectuelle et de la Commission des causes humanitaires) et d'une âme pour intervenir efficacement à la SDN. Elle tisse un réseau d'influence à l'intérieur de la communauté esdénienne. Elle devient à Genève un groupe reconnu et stable, accumulant responsabilités et compétences; un groupe efficace dans ses interventions, se dotant d'une image de représentante des masses catholiques en l'absence du Vatican. A la fin de cette période adolescente, l'UCEI se revendique lieu de production du consensus catholique international. Elle s'essaie même, avant un avertissement pontifical, à servir d'intermédiaire entre Rome et Genève.

⁸Georges de MONTENACH, *ibid.*

⁹Le groupe français s'inspire *a priori* paradoxalement du pacifisme silloniste du début du siècle mais aussi du nationalisme exacerbé de la Grande Guerre.

3. L'UCEI entre 1927 et 1932 calibre mieux ses activités, soit dans ses actions de plus en plus efficaces à Genève, soit dans la coordination des catholiques (elle fonde notamment en 1927 la Conférence des Présidents des OIC¹⁰). C'est à cet égard qu'on peut parler d'âge de maturité de l'UCEI. Au plan interne, les «querelles» régionales ou nationales entre les catholiques s'estompent quelque peu mais on assiste, en parallèle, à la mise en place d'oppositions idéologiques ou politiques dans l'UCEI. Le climat, déjà sensible en 1926, de confiance envers les institutions et les relations internationales, appelé «esprit de Locarno», s'imprime dans le discours de l'UCEI. Une partie de l'UCEI, sous la direction du Français Mgr Beaupin, acteur lui aussi de premier plan, se lance alors dans la campagne esdénienne. Cette séduction locarnienne, sensible jusqu'en 1932, n'est pas pour plaire à un autre courant interne du groupe, qui analyse – avec une lucidité certaine – les faibles acquis de l'entente internationale. Cette méfiance à l'égard de l'esprit de Locarno se conjuguera à l'époque avec l'«esprit du Latran»: devant la réconciliation de 1929 entre l'Italie mussolinienne et l'Etat du Vatican, certains catholiques conservateurs verront d'un bon œil le fascisme trouver des assises internationales.

4. C'est donc non sans continuité qu'une partie des acteurs de l'UCEI rejettent de manière toujours plus nette les activités des membres pacifistes. Face à une situation internationale toujours plus tendue, devant la montée des totalitarismes, les membres de l'UCEI se positionnent toujours plus clairement. A une affirmation des tendances internes succèdent, dès 1932, l'antipathie puis la confrontation, exacerbées par le partage des fronts si caractéristique des années trente. Une partie du groupe réaffirmera sa solidarité – sorte de «nostalgie locarnienne» – en un internationalisme esdénien alors moribond. Ce courant sera néanmoins efficace dans ses interventions à la SDN, focalisant son action au Bureau international du travail (BIT), donc dans des perspectives moins politiques que sociales. D'autres, guidés par une analyse à la fois idéologique et politique de la nouvelle Europe en construction, nourriront les espoirs d'un fascisme et national-socialisme affirmés à l'échelle internationale par le vecteur catholique.

¹⁰La Conférence des Présidents réunit les principales OIC de l'Entre-deux-guerres. Cet organisme deviendra après la Deuxième Guerre mondiale la *Conférence des OIC*, reconnue (enfin) par le Vatican en 1951.

REYNOLD DANS LES ANNÉES VINGT

1. Premiers contacts: le politicien de la culture

Lorsque Reynold, qui a alors 42 ans, fait son entrée formelle dans l'UCEI en avril 1922, c'est pour y donner une conférence sur la CCI (SDN) dans laquelle il vient d'entrer. Il y analyse le «spectre de Genève», recherche les influences philosophiques qui s'exercent sur la SDN, critique les mesures de réformes de l'éducation et de l'enseignement dans laquelle s'engage la Coopération intellectuelle. Ses conclusions, approuvées par Georges de Montenach, instruisent bien sur la perception intellectuelle et le programme proposé par Reynold à l'UCEI: Il s'agit premièrement de

- «1. Surveiller de plus près les diverses tendances du syncrétisme humanitaire et ses tentatives d'accaparer la SDN pour en faire un organe de propagande.
2. D'une manière générale, suivre avec plus d'attention les mouvements de la pensée contemporaine en leur appliquant une méthode positive (...)
3. Conséquemment, si la SDN devait procéder à une organisation du travail intellectuel, ne pas s'y opposer a priori, mais exiger que les catholiques soient appelés à y collaborer proportionnellement à l'importance de l'Eglise comme puissance spirituelle»¹¹.

Reynold veut ramener la SDN, foyer de franc-maçonnerie et de socialisme, à un travail modeste dans le domaine de l'éducation, sans pour autant lui opposer un veto passif. Les catholiques doivent rester intransigeants devant les courants de pensée exprimés à la SDN, dénoncer les «erreurs» et leurs conséquences morales, sociales et politiques, tout en adoptant une politique de présence active, de contrôle et d'influence dans l'institution genevoise. «Politicien de la culture», Reynold incite les catholiques à intervenir politiquement et intellectuellement sur le plan international, le catholicisme y servant de samaritain devant les excès de la société contemporaine et l'apostasie des masses. Cet esprit imprègne les travaux et les études de l'UCEI, dont il prend la direction effective en juin 1923 déjà. Reynold profite des structures de l'UCEI pour s'en faire le représentant à la CCI (SDN), voire l'ambassadeur quasi officiel de la masse catholique.

2. La réforme de Milan

Une telle assise manque cependant à l'UCEI des débuts, encore dominée par des intentions ententophiles. Reynold refuse que l'UCEI demeure le comptoir des revendications françaises et prend, dès son arrivée, diverses initiatives pour donner au groupe

¹¹G. REYNOLD: *La reconstruction intellectuelle*, 24 avril 1922 (Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg, Archives Georges de Montenach LE 45,6).

des structures stables, des assises, un discours et une action véritablement internationaux. Le groupe doit être universel comme l'Église et l'UCEI de Versailles ne peut contenir la Chrétienté. Grâce à un «recalibrage» de son berceau originel, Reynold pense faire de l'UCEI une véritable organisation de coordination, cohérente et représentative du monde catholique.

C'est dans cet esprit que Reynold, alors vice-président nommé de l'UCEI, se fait le moteur principal de la réforme du groupe qui a lieu à Milan en novembre 1923. Pour assurer la continuité et la catholicité des études, il désire mettre sur pied un forum des catholiques au niveau international: le discours catholique se doit d'être réellement international et pourra ainsi déboucher sur une action représentative et crédible, et non demeurer un centre internationalisant des intérêts particuliers, régionaux ou nationaux.

«Autrement dit, nous devons étudier les problèmes d'après leur rang d'importance ou d'urgence pour les intérêts du catholicisme tout entier (...) Pouvoir agir comme un bloc international homogène: en cela réside le secret de notre force future»¹².

Il imagine une structure fédérative, avec des centres nationaux et une coordination qui puisse gérer par le biais d'un centre international les difficultés entre les catholiques. Afin d'aboutir à un compromis international catholique produit par des laïcs, l'UCEI doit dépasser un recrutement des catholiques dans les seuls pays admis à la SDN, comme le comprennent les résolutions de 1920. Ce changement d'optique a des conséquences sur la politique esdénienne du groupe. Significativement, Reynold relève à Milan la trop grande dépendance de l'UCEI face à l'espace esdénien, son cadre d'étude et d'action trop exclusif. Le groupe doit s'ouvrir à d'autres questions internationales dont les termes ne sont pas débattus à la SDN. «*La base choisie en 1920 me paraît aujourd'hui trop étroite*»¹³, écrit Reynold au groupe français. Mais à Milan, l'UCEI met aussi à son bilan la création de sa propre Commission de coopération intellectuelle, dont l'objectif est de travailler les questions soulevées par son homologue esdénienne. Son affiliation d'origine à la SDN reste donc essentielle.

La réforme de Milan s'avère un habile compromis entre des nécessités nationales et de l'autre, son ouverture au monde catholique. Reynold a dynamisé l'UCEI pour en faire une OIC crédible. La session terminée, il met toute son énergie à internationaliser le groupe.

¹²Plan Reynold de réforme du travail de l'UCEI, adopté à la session de Milan du 22-25 octobre 1923 (Bibliothèque nationale de Berne [BN], Fonds Reynold, Action 28).

¹³Lettre de Reynold à P. Fournier (président du groupe français), 19 juin 1923 (BN, Action 29).

3. Internationalisation et politisation du groupe

L'ouverture du groupe aux Allemands est un objectif primordial. Reynold crée ou revitalise alors les groupes suisses allemands, autrichiens et hollandais, qui lui paraissent être une bonne passerelle pour élargir l'UCEI outre-Rhin. L'ouverture allemande repose cependant sur des présupposés politiques ou diplomatiques, par exemple une bonne résolution du problème des réparations de guerre. Mais elle repose aussi sur des dimensions proprement catholiques: Reynold désire ouvrir le groupe à des catholiques allemands qui ne souffrent pas d'un trop grand déviationnisme religieux par rapport aux enseignements romains: la réceptivité des directives vaticanes lui paraît ici fondamentale.

Pour Reynold, le «critère de catholicité» implique des assurances: il est favorable à la coordination catholique internationale, mais de certains catholiques. A chaque occasion il met toute son énergie à éviter que l'internationalisme chrétien ne soit accaparé par des «catholiques de gauche». Autre cas, la compétition s'ouvre entre Mgr Beaupin et Reynold sur la composition du groupe italien alors moribond. Reynold et J.-D. de Montenach¹⁴ désirent en faire un groupe rallié au gouvernement fasciste, alors que Beaupin soutient les «popolari». Cette stratégie s'inscrit dans l'ambition de Reynold de s'allier à la politique du gouvernement italien à la SDN. Ce champ de tension se répercute également sur le terrain français où Reynold est attaqué pour son attitude favorable à l'Action française, le Suisse insistant alors sur l'admission de catholiques de droite, voire d'extrême-droite dans l'UCEI, sous principe... d'apolitisme. Il n'arrivera cependant jamais à contrebalancer l'influence de Beaupin dans le groupe français et, plus globalement, dans l'UCEI.

4. L'UCEI: Une arme puissante à la SDN

Reynold désire créer à la SDN – enceinte humanitariste – un véritable contre-pouvoir catholique. Reynold imagine une internationale catholique contre l'internationale esdénienne:

«La SDN n'aime pas beaucoup les catholiques et elle les craint. Elle sait très bien que nous tenons en grande partie son sort entre nos mains. Il suffirait qu'en France, Suisse, Espagne, Pologne, les partis catholiques s'entendissent avec ses adversaires, pour faire refuser les crédits et la SDN serait par terre»¹⁵.

¹⁴Fils de Georges de Montenach, membre du groupe et attaché au Secrétariat de la SDN.

¹⁵Lettre de Reynold au RP de Martindale, 24 janvier 1924 (BN, Action 29).

Logiquement, il faut soit renforcer le rôle des catholiques dans l'institution genevoise, soit la casser si les intérêts catholiques dans les questions internationales ne sont pas satisfaits. L'affaire de la création d'un Institut de coopération intellectuelle en 1924 est typique à ce sujet. Reynold souhaite que l'UCEI soutienne la fondation de cet institut à Paris, mais à la condition que ce dernier engage un personnel catholique substantiel, qui permettra d'éviter qu'il promulgue un programme anticlérical. Marque de succès, Reynold s'en fait le représentant auprès de la CCI (SDN). Mais les problèmes budgétaires pousseront l'institut à une compression de son personnel, qui touche plusieurs catholiques engagés. Reynold apparaîtra alors comme le «grand dupé» de l'affaire... avant que, alors sous l'initiative de Beaupin, l'UCEI fasse son entrée dans la CCI de la SDN comme partenaire reconnue.

Existe-t-il une véritable influence du groupe à la SDN? La question est difficile, la réponse différente d'une période à l'autre. En 1926, Reynold ne déclare-t-il pas

«La preuve est faite que, dans toute commission internationale, il suffit de la présence d'un seul catholique pour obtenir immédiatement les résultats désirés, ou du moins empêcher le mal. Nous avons en effet le prestige qui s'accroît sans cesse, et l'on n'ose rien contre nous. Le tout est de savoir être énergique»¹⁶.

Mais les embûches du Vatican à l'action de ces laïcs internationaux écartera l'UCEI, «l'arme puissante»¹⁷ de Reynold, d'une action plus soutenue. Rome lui reproche «d'aller trop loin dans le sens de la SDN et par là même de compromettre le Saint-Siège, tandis que son action a surtout pour méthode une action personnelle concertée»¹⁸. Le Vatican semble douter de la simple politique de présence de l'UCEI à Genève.

5. Reynold pendant la «locarnisation» du groupe

Reynold s'illustre par son manque de solidarité politique envers Genève. Il ne tient pas à soutenir l'action de Beaupin en faveur du Protocole de Genève en 1925. En 1926, lors de la «bataille» de l'entrée de l'Allemagne dans la SDN, les catholiques ne doivent pas montrer de sympathie envers la SDN: cela serait mettre au grand jour leurs divisions en deux fronts géopolitiques. Opportun, Reynold trouve l'occasion de raviver ses critiques envers la SDN: «Il est possible que [la SDN] s'écroule en septembre prochain, et je puis vous protester que je ne pleurerai pas sur sa tombe»¹⁹.

¹⁶Lettre de Reynold au RP Salis, 5 juillet 1926 (BN, Action 29).

¹⁷*Ibid.*

¹⁸Mémoire de l'UCEI de décembre 1926 (BN, Action 28).

¹⁹Lettre de Reynold à Montlong, 27 avril 1926 (BN, Action 29).

Cette opposition de Reynold se fait sentir également dans les Semaines catholiques internationales organisées par l'UCEI de 1929 à 1932 et qui marquent son rapprochement de la SDN, à la fois thématique et médiatique, sous la barre de Mgr Beaupin. A cet égard, le recrutement des conférenciers pour la SCI de 1930 n'entend pas faire de cette manifestation un catalogue de louanges à la gloire de Genève. Selon Reynold,

«La question de sympathie ou d'antipathie pour la SDN ne se pose pas dans le cas particulier (...) Notre but est autre: nous voulons affirmer le prestige intellectuel du catholicisme»²⁰.

Autre exemple en 1932 lorsque Reynold critique l'UCEI partisane de Beaupin engagée en faveur de la Conférence du Désarmement [dernière chance de paix]. Il dénigre toute collusion avec le mouvement pacifiste et internationaliste chrétien:

«Je n'irai en tout cas pas à Genève, car je ne crois pas au désarmement et tiens à me réserver, même au point de vue catholique»²¹.

Nous sommes témoins ici de la «locarnisation» du groupe. Jusqu'en 1932, dans un fair-play certain, deux tendances s'affirment au sein du groupe, réunissant chacune une interprétation de la détente internationale fondée sur les Accords de Locarno: Mgr Beaupin, inscrit dans la lignée des catholiques pacifistes suivant la politique d'ouverture d'Aristide Briand, s'y oppose à Reynold. Face à la «pactomanie» de la diplomatie de l'époque, ce dernier observe combien les discours euphoriques cachent mal les difficultés de l'entente internationale, de plus en plus meurtrie par la crise économique et bientôt mondiale de 1929. Il critique la puissance laïque, maçonnique, socialiste, juive et anticléricale de la SDN et ses ascendances internationalistes. Cette réaction contre l'esprit locarnien met en évidence les maigres résultats obtenus par le rapprochement international. Elle se balise par un strict repli sur des positions théoriques, ne faisant aucune concession à la réalisation de l'idée internationale de Genève.

Stratégiquement, il s'agit de lutter contre les membres «*pacifico-démocratiques*» du groupe comme les désignait J.-D. Montenach²². Reynold désire freiner les travaux de l'UCEI et la développer dans un sens différent de celui où Mgr Beaupin a voulu l'engager. A la SDN, «*une ferme et intelligente politique de présence, non pas sous le masque, mais à visière levée, sera notre meilleure arme*»²³. La présence à Genève est tactique, l'UCEI l'étrangère invitée à titre occasionnel aux débats.

²⁰Lettre de Reynold à Iddesleigh du 3 février 1930 (BN, Action 30).

²¹Lettre de Reynold à Gremaud, 19 janvier 1932 (Archives de l'Evêché de Fribourg [AEV], Fonds UCEI).

²²Lettre de J.-D. de Montenach à Reynold, 14 août 1928 (BN, Action 44(2)).

²³Circulaire présidentielle 4, 15 décembre 1927 (BN, Action 29).

6. Les paramètres de l'internationalisme reynoldien

a) Le groupe doit développer un discours international purement et intégralement catholique. Ici, une dimension socio-politique de tendance traditionaliste apparaît. Reynold voit dans la Chrétienté une entité suffisamment consistante pour restaurer sa place aux côtés de l'Etat. De même, sur le terrain international, il s'agit de s'opposer, par exemple, à toute initiative visant à «*s'accaparer de l'action charitable par l'Etat et la bureaucratie*»²⁴.

Reynold voit dans l'UCEI un instrument de défense des acquis sociaux de l'Eglise face à la mainmise esdénienne, des principes d'une civilisation chrétienne intégrale, dont le cadre international est un «*terrain de reconstruction politique et social*»²⁵. Paramètre parlant lui aussi, il interprète ce cheminement comme la suite logique des travaux de l'Union de Fribourg: *L'UCEI qui lui succède cherche [le principe d'unité catholique] pour l'appliquer à résoudre ce grand problème dont la question sociale n'est plus que l'un des aspects: la Civilisation*»²⁶.

b) Ce courant s'inscrit dans un internationalisme de droite, refusant le clivage stéréotypé d'une droite nationaliste et une gauche internationaliste.

«La grande erreur commise par les catholiques a été de laisser les questions internationales accaparer les partis de gauche. Ils se sont donné ainsi un monopole qu'ils exploitent fort habilement. Si les catholiques arrivent ... à s'organiser sur ce nouveau plan, ils seront capables de résister à ce glissement vers la gauche qui menace d'emmener notre civilisation dans la barbarie par la voie dangereuse des illusions»²⁷.

Les catholiques de droite, réalistes mais trop frileux, doivent se rendre à l'évidence de l'internationalisation du monde contemporain et adapter leurs programmes.

Il est intéressant également de voir ce courant collaborer avec la diplomatie musolinienne à la SDN. Reynold soutient la politique de Rocco à la SDN. Après les Accords du Latran de 1929, cette affiliation prend une essence plus fondamentale à ses yeux. Selon lui, le Vatican efface sa politique internationale devant la diplomatie de l'Italie mussolinienne, et est donc plus ou moins interdite d'interventions à la SDN. Le Vatican pourrait intervenir cependant par le biais de l'UCEI. Reynold propose implici-

²⁴Lettre de Reynold à de Vergès, président général de Saint Vincent de Paul, 16 février 1928 (BN, Action 29).

²⁵Lettre de Reynold à Suzanne de Montenach, 28 mai 1931 (BN, Action 30).

²⁶Reynold, in *La Liberté* du 19 janvier 1931.

²⁷Lettre de Reynold à Fiederovich du 4 décembre 1924 (BN, Action 29).

tement que la politique de l'UCEI à la SDN, dans le respect de ces accords, ne s'oppose pas aux intérêts italiens...²⁸

Nous avons dressé rapidement l'évolution des tendances internes de l'UCEI au long des années vingt. Reynold, qui tolérait jusque-là les activités de la tendance pacifiste du groupe, s'engage dès 1932 dans une offensive pour la limiter: c'est en cela que cette année nous apparaît comme une charnière historique: nous passons des années vingt aux années trente. Mais aussi dans une continuité certaine pour Reynold: quand a-t-il affirmé que les catholiques ne pouvaient se passer de la SDN? Reynold ne fera, en 1932, que formaliser de façon catégorique une opposition permanente à la déviance politique observée parmi certains catholiques esdédiens depuis l'ère locarnienne. En ce sens, les années trente marquent pour Reynold la «victoire» de sa résistance aux années vingt.

Le clivage né au cœur du groupe doit se résorber dans une nouvelle image, une nouvelle politique, une nouvelle organisation, un nouveau personnel. C'est à cet ensemble d'adaptations aux nouvelles données de la conjoncture internationale que Reynold s'engage dès lors, comme nous le montre la séance de réorganisation du groupe en novembre 1932.

REYNOLD DANS LES ANNÉES TRENTE

1. La réforme de novembre 1932

Reynold entend séparer définitivement le sort de l'UCEI de la faillite esdédienne. L'analyse présidentielle est idéologique mais aussi pragmatique: si la SDN tombe en désuétude, l'UCEI, qui a travaillé essentiellement en son sein, subira le même sort. La SDN, dévorée par les forces de gauche, est morte. Elle n'est plus un pôle diplomatique efficace, ne répond plus à une nécessité. Pour Reynold, l'activité des catholiques à la SDN, devenue le siège prudent des démocraties libérales en chute libre, est incroyable, voire irresponsable. Une union internationaliste ou pacifiste ne doit plus concerner l'UCEI, qui ne survivra que si elle s'adapte au nouveau contexte international par une cure de rajeunissement:

²⁸Ainsi se structure une opposition idéologique, dont nous voyions à l'instant la référence à la diplomatie mussolinienne. Les discours du Vatican se font, au cours de la fin des années vingt et les années trente, toujours plus internationalistes, devenant un soutien moral aux internationalistes esdédiens également. Reynold percevra dans ce changement d'attitude vaticane un complot des catholiques de gauche. Dans le cadre du «Latran», il finira par ne suivre que la politique italienne ...

«Un monde nouveau se construit. La SDN est un de ses éléments, mais pas le seul. On peut même dire que la grande vague d'internationalisme a dépassé son point culminant, et elle va lentement baisser. Il faut bien reconnaître aussi que les problèmes vitaux de l'heure échappent à la SDN. Crise économique, étatsisme, anarchie intellectuelle, révolution communiste et réaction nationaliste, pédagogies nouvelles, tout cela est plus important pour la formation du Monde Nouveau, par conséquent pour l'avenir, l'attitude, l'orientation des catholiques, pour leur pensée et pour leurs œuvres, que les problèmes dont s'occupe aujourd'hui Genève»²⁹.

L'UCEI offrira sa contribution en analysant cette nouvelle conception de l'homme, de la société, de l'Etat, de la vie économique et prendra en main - tel est l'un de ses objectifs spécifiques - la codification d'un nouveau droit international d'après les principes chrétiens. En «*prévision de la révolution*»³⁰, Reynold veut enlever à l'UCEI toute dimension internationaliste pacifiste ou esdénienne. Dissolution des commissions, direction personnelle et centralisée, regroupement autour d'une présidence autoritaire. De nombreux membres du groupe s'opposeront à cette «bombe présidentielle». L'UCEI sort désorganisée de cette réforme et se figera dès lors en deux pôles qui, au fil des années, auront raison de son existence.

2. L'UCEI du Monde Nouveau

Le groupe mené par Reynold organise jusqu'en 1935 une série de rencontres, destinées à étudier les problèmes du monde contemporain. En 1933, l'onde de choc provoquée par Reynold n'a pas d'incidences pratiques. C'est l'attente. Reynold entend faire de l'année suivante celle du renouveau d'une «UCEI du Monde Nouveau». Reynold est persuadé que le redressement national et le relèvement de la civilisation occidentale sont amorcés. Les catholiques doivent s'investir dans cette voie, soutenir la mise en place d'un ordre nouveau.

a) L'UCEI étudie le Monde Nouveau

L'UCEI devra ainsi «*voir comment cet «Etat nouveau» pourrait être conçu chrétiennement, comme nous avons su concevoir chrétiennement la monarchie et la démocratie*»³¹.

²⁹Lettre présidentielle du 19 octobre 1932 (BN, Action 35(7)).

³⁰*Ibid.*

³¹Lettre de Reynold à Maritain, 11 février 1934 (BN, Action 35(8)).

Les études entreprises sur le sujet du totalitarisme dès 1935 au sein du centre international de Fribourg incitent à une remise en cause générale du libéralisme et de la démocratie dans les Etats européens. Le Monde Nouveau paraît offrir une meilleure place à l'Eglise. Les catholiques pourraient en profiter pour instaurer, par le biais de mouvements de rénovations, un régime de Ralliement qui leur soit bénéfique³².

Si le schéma intellectuel reste au mode interrogatif, l'affirmatif est plus que sous-jacent. Les travaux de l'UCEI doivent être, selon Reynold, un manifeste antilibéral et antidémocratique qui, de sa plume, correspond «à un vœu secret de personnages «haut placés» au-delà des monts, et cela aurait un effet considérable»³³. Le professeur conçoit qu'«un Etat autoritaire peut être chrétien»³⁴.

Très vite, l'initiative fribourgeoise se trouve confrontée à de grosses difficultés politiques. Les travaux réunis par Reynold, qui avait pourtant stratégiquement choisi ses auteurs, ne seront finalement jamais publiés. Il est, en effet, peu satisfait de la moisson car les critiques [mitigées] de certains auteurs sont inopportunes à l'heure où le national-socialisme, comme le Vatican, luttent contre le bolchévisme³⁵.

b) Les catholiques, vecteur du fascisme sur le plan international

L'UCEI prendra l'initiative de préparer les catholiques, unis internationalement, à entrer dans un nouveau contexte politique. Le président recrute à cette fin un nouveau personnel, et sa stratégie repose sur la nécessité impérieuse d'entrer en contact avec les catholiques ralliés aux régimes fasciste et national-socialiste.

S'il pense aborder – c'est un intellectuel, ne l'oublions pas – le «Nouveau Monde» de haut, Reynold n'exclut pas que l'UCEI soutienne explicitement les catholiques ralliés. Reynold contacte Von Papen en personne au sujet de la réunion qui se tiendra à Fribourg en mars 1934. Rencontrer des catholiques allemands qui ont le courage de chercher un point de rencontre avec le régime national-socialiste devrait faciliter l'infiltration chrétienne dans le nouveau système. Reynold se dresse contre un rapprochement des catholiques allemands opposés au régime: Cette opération margi-

³²Dans le questionnaire préparé par Reynold à l'attention des auteurs, on demande si la conception de l'Etat totalitaire est proche de l'idée chrétienne, si les réalisations de l'Etat totalitaire incitent à une collaboration de l'Eglise. Comment l'Eglise catholique peut-elle réaliser son programme politique et social au sein de l'Etat totalitaire? Quels doivent être les moyens d'une politique de Ralliement? in *Idée et réalité de l'Etat totalitaire en face de la pensée chrétienne*, décembre 1935 (AEV, Fonds UCEI).

³³Lettre de Reynold à Bauhofer, 25 juillet 1935 (AEV, Fonds UCEI).

³⁴*Ibid.*

³⁵Textuellement, Reynold n'entend pas publier ces études en raison «... des circonstances extérieures, car, dans la lutte qui s'engage contre le bolchévisme - lutte dans laquelle le Vatican lui-même s'est engagé - une attaque aussi directe contre le national-socialisme, même si elle est justifiée en soi, est pour le moment inopportune». Reynold, séance du Comité international de l'UCEI du 17-18 mars 1933 à Fribourg (AEV, Fonds UCEI).

naliserait son action et risquerait de faire passer l'UCEI pour un groupe d'inspiration démocrate antiautoritaire. L'intellectuel Reynold estime enfin que les catholiques allemands émigrés sont trop partiaux pour étudier le régime allemand, au contraire de leurs confrères ralliés... plus informés.

«Si les catholiques adversaires du fascisme ou du national-socialisme, ou 'victimes' par eux, se comptent par milliers, ceux qui sont partisans, ou ralliés, ou décidés à une attitude positive se chiffrent par millions»³⁶.

Les invitations françaises (droite nationaliste) ou italiennes suivent la même logique, Reynold contactant Rocco pour la présence d'un catholique fasciste. Mais les réactions de nombreux membres du groupe sont sévères à son égard. Il faut reconnaître que la réunion sera un échec partiel pour Reynold, n'ayant pas de représentants des mouvements de rénovation les plus importants à ses yeux, allemand, italien et français.

Lors de cette réunion, où il reprend les principales thèses de son livre *L'Europe tragique*³⁷, Reynold attaque sans réserves les catholiques esdédiens:

«Les catholiques n'osent pas encore sortir du XIX^e siècle pour commencer la conquête du XX^e ... Maintenant, ils se précipitent dans l'édifice (la SDN) quand les autres en sortent, et ils s'attardent dans l'internationalisme et le pacifisme quand cette vague est en plein reflux. Les catholiques aussi ont besoin de précurseurs et d'entraîneurs»³⁸.

Reynold, le précurseur et l'entraîneur, réussit à détruire l'idéologie pacifiste du groupe. Après le léger mouvement de recul des nouvelles séances de novembre, Reynold consulte durant l'hiver 1934-1935 de nombreuses personnalités, telles que des Italiens ralliés et des catholiques de droite français. Grâce à leur soutien, le président radicalisera l'UCEI, afin d'en faire le «char d'assaut» d'un activisme catholique fasciste, face au bolchévisme. Reynold trouve appui de ses thèses dans une constatation – qui est aussi une interprétation: «*Nous nous trouvons indubitablement en présence d'une politique commune des deux Romes*»³⁹. Dans la circulaire d'invitation à une nouvelle réunion, ses objectifs sont clairement définis:

«Il s'agit d'entrer en contact avec les milieux et les thèses fascistes. Il est indispensable de s'assurer des appuis officiels (...) Il faut bien préciser le caractère officieux de la réunion, qui ne saurait avoir pour but de regrouper les catholiques fascistes à l'intérieur du fascisme et comme catholique (ce qui court le risque d'être fort mal vu en haut lieu), mais de créer

³⁶Lettre de Reynold à Maritain du 11 février 1934 (AEV, Fonds UCEI).

³⁷G. de REYNOLD: *L'Europe tragique*, Paris 1934.

³⁸Reynold, réunion du 2-3 mars 1934 à Fribourg (AEV, Fonds UCEI).

³⁹Lettre de Reynold à Hepp, 1^{er} juin 1935 (BN, Action 35(8)).

dans les autres pays latins, France, Suisse, Belgique, Espagne, Portugal, des positions catholiques analogues à la nouvelle orientation philosophique du régime»⁴⁰.

Reynold vise donc un regroupement catholique internationalisant le mouvement fasciste. Dans le programme des discussions, on trouve notamment le thème de l'Etat thomiste, du problème corporatif ou de «*Rome comme universalité catholique et politique*»⁴¹. Reynold entend promouvoir le fascisme en utilisant un vecteur catholique international. Ces tentatives échouent, semble-t-il devant des résistances, des réflexes nationaux, français et italien notamment.

c) Les relations avec le Vatican

Les relations avec le Vatican méritent aussi notre attention. Reynold prétend être en contact direct avec le Vatican. En 1933, il déclare que la réforme du groupe «*correspond aux vues de Rome*»⁴². En mai 1935, il déclare explicitement avoir des appuis romains. «*Les sondages que j'ai déjà opérés auprès de la Secrétairerie d'Etat me laissent penser que l'on ne se désintéresserait peut-être pas, dans les circonstances actuelles*»⁴³ du programme qu'il propose. Le mouvement s'inscrit dans la politique concordataire du Saint-Siège, qui vise à ne pas se marginaliser des populations catholiques ralliées aux régimes totalitaires.

3. La mort de l'UCEI

Comment les deux tendances internes de l'UCEI pourraient-elles encore collaborer? Les positions sont si diamétralement opposées que l'UCEI a définitivement vécu. Dans l'affaire abyssinienne, coup de main mussolinien violant le pacte esdénien, les positions s'opposent très fortement. D'un côté, Beaupin soutient le respect des pactes, accusé par Reynold de participer à la «*croisade du libéralisme, de la démocratie contre le fascisme*»⁴⁴. Selon lui, les catholiques esdédiens suivent la «*tactique de nos pires adversaires*»⁴⁵. La confrontation est de plus en plus visible et publique. Reynold, dont le groupe est dès la fin de 1936 plus ou moins inactif, n'agit plus que pour court-circuiter les initiatives de Beaupin à la SDN. Il lance régulièrement des offensives, sans jamais aboutir. C'est dans un esprit de fierté qu'il tue les derniers germes de concilia-

⁴⁰Reynold, circulaire d'organisation d'une réunion en Italie, 1^{er} juin 1935 (BN, Action 35(8)).

⁴¹*Ibid.*

⁴²Lettre de Reynold à Rückl, 15 décembre 1933 (BN, Action 35(8)).

⁴³Lettre de Reynold à Mgr Besson, 25 mai 1935 (BN, Action 35(8)).

⁴⁴Lettre de Reynold au Comte Stanford, 19 octobre 1935 (BN, Action 35(8)).

⁴⁵Lettre de Reynold à Bauhofer, 29 septembre 1935 (BN, Action 35(8)).

tion. Côté fribourgeois, Mgr Besson, qui soutenait et arbitrait l'UCEI depuis ses débuts, se fait toujours plus distant et tente de lancer en 1938 une nouvelle Union de Fribourg, en dehors de la problématique et des objectifs politiques de l'UCEI. Reynold est, semble-t-il, marginalisé, sans pour autant perdre ses convictions. Au début de la Deuxième Guerre mondiale, n'envisage-t-il pas de reprendre les travaux de l'UCEI «*en dehors de l'inquiétante activité de Beaupin*»⁴⁶? Six mois plus tard, ce dernier échappait de justesse aux griffes de la Gestapo et se réfugiait en zone libre ...

Reynold a quant à lui perdu le «*feu sacré*» de l'entente catholique internationale. En 1941, il se retire de la vie publique pour se livrer à l'écriture. Après la guerre, il se tient plus ou moins à l'écart des mouvements catholiques internationaux, dont l'action est, à son avis, vouée à l'échec. Il lui préfère l'action solitaire⁴⁷.

CONCLUSION: DEUX ASPECTS DE L'INTERNATIONALISME DE REYNOLD

Je n'apporterai en conclusion que deux remarques sur l'activité et la réflexion internationales de Reynold.

1. L'internationalisme de Reynold, dans une continuité et une rupture

Nous avons souligné la continuité de la pensée de Reynold des années vingt aux années trente par son intransigeance devant les tentatives de culture cosmopolite de la SDN. Il ne faut cependant pas oublier que le Reynold de l'époque est très sensible à l'environnement international, ce qui contraste avec sa relative «solitude» depuis la Deuxième Guerre mondiale. Après la dernière guerre, Reynold se fait «observateur du monde», ne faisant que peu d'allusions aux événements contemporains. Par contre, sa collaboration active et partisane à l'édification d'une Europe fasciste relève d'un comportement «participant». L'observation du quotidien suscite chez l'intellectuel interprétations et prévisions politiques. Mais Reynold est aussi convaincu de voir, dans une synthèse intellectuelle de l'histoire européenne, l'avènement de ses idées dans un catholicisme rallié au fascisme.

2. La restauration de l'unité de civilisation chrétienne en Europe

Dans l'attitude internationale de Reynold, la défense de la «Chrétienté» contre la société profane internationale est à mon avis essentielle. La réflexion est intellectuelle

⁴⁶Lettre de Reynold à Mgr Besson du 29 décembre 1939 (AEV, Fonds UCEI).

⁴⁷Voir C. GUANZINI, *op. cit.*

et culturelle. Elle est aussi vision historique et nostalgique d'une Europe perdue. Reynold, comme le décrivent les sept tomes de *La formation de l'Europe*⁴⁸, voit à l'heure d'un Moyen Age doré la maison européenne s'achever grâce au christianisme. L'Eglise constitue pour lui le «Toit chrétien» de l'Europe, non seulement par l'arbitrage qu'elle offre entre les Etats européens, mais surtout par l'ordre qu'elle propose. Reynold analyse les époques successives qui ont marqué l'histoire européenne, et la décadence dans laquelle elle se trouve au XX^e siècle. Mais la civilisation chrétienne demeure à ses yeux le ciment de l'identité européenne. Durant l'Entre-deux-guerres, il envisage une contre-révolution, qui ramènera l'ordre dans la nation. Retrouver cet ordre, c'est rejeter l'indiscipline des mœurs, l'anarchie intellectuelle, conséquences toutes deux de l'individualisme et de l'esprit irrégulier. Dans cette perspective, l'internationalisme n'est pas opposé au nationalisme, «*le national détermine l'international*»⁴⁹:

«Ce qu'il y a de sain dans le nationalisme, c'est l'ordre dans la nation; ce qu'il y a de sain dans l'internationalisme, c'est l'ordre entre les nations. L'un mène à l'autre»⁵⁰.

Et cet ordre prime sur la paix dans les relations internationales:

«*Il ne faut point chercher la paix directement pour elle-même*, dit Reynold en 1934. *La paix est la conséquence, la récompense, elle est, suivant la parole de saint Augustin, la tranquillité de l'ordre. C'est l'ordre, sous toutes ses formes, qu'il faut avant tout chercher, établir. Comme aujourd'hui, l'expérience nous le démontre, vouloir la paix à tout prix, c'est accroître le désordre et la confusion, et provoquer de nouveaux conflits*»⁵¹.

Pour Reynold, les échanges intellectuels et la coopération intellectuelle internationale sont le faite de l'entente internationale. Sa stratégie est basée sur la renaissance de l'autorité, celle d'un ordre international dirigé par une élite bien sélectionnée dans laquelle le comte de Reynold s'inscrit en chef de file:

«Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'une élite intellectuelle qui sache vivre internationalement et penser universellement. Cette élite, l'Europe l'avait possédée au Moyen Age, au temps où le mot de chrétienté signifiait quelque chose, et c'était une élite de théologiens et de philosophes, une élite universitaire: il y avait alors unité dans la manière de penser et d'exprimer la pensée. Cette élite, l'Europe la possédait encore au XVII^e et au XVIII^e siècle et c'était celle des honnêtes gens, et il y avait unité de goût et de culture. Malheureusement, le siècle du romantisme et des nationalités, c'est-à-dire le XIX^e siècle, puis les nationa-

⁴⁸G. de REYNOLD: *La formation de l'Europe*, 7 volumes, Fribourg-Paris 1944-1957.

⁴⁹*La Suisse et le Monde Nouveau*, conférence prononcée à Genève le 26 janvier 1934 par G. de REYNOLD, sous les auspices de l'Union nationale. Genève, 1934, p. 8.

⁵⁰*Ibid*, p. 8.

⁵¹*Ibid*, p. 9.

lismes contemporains, ont peu à peu détruit cette ultime unité; le relativisme intellectuel nous a fait perdre le sens de l'universel; non seulement la pensée s'est fragmentée mais les manières de penser se sont tellement différenciées que nous n'arrivons plus à nous entendre sur les notions essentielles. L'anarchie intellectuelle dans laquelle nous sommes tombés est, en soi-même, l'obstacle fondamental à l'ordre et à la paix»⁵².

L'internationalisme de Reynold se situe moins dans un engagement pour l'avènement d'une structure internationale, forum des peuples et des gouvernements, dans la constitution d'une communauté politico-juridique internationale, que dans une réflexion nostalgique sur la restauration de l'unité de civilisation chrétienne européenne. Une restauration monarchique serait d'ailleurs l'occasion pour les aristocraties européennes de retrouver leur place dans la société internationale. La stratégie de Reynold est alors moins de s'engager dans la SDN, qui ne répond pas à ses critères intellectuels, que de reconstruire le tissu de relations d'une élite catholique internationale. Sa présidence de l'UCEI en est une des manifestations.

⁵²G. REYNOLD, «Le désarmement moral», in *Pologne littéraire*, 1932, n° 71-72.